



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

ON VOUS AVAIT PRÉVENU.

La colère appelle à la grève, et la grève à des avancées sociales

Un Président de la République, un patronat qui n'entend pas les revendications, voilà à quoi le monde du travail, les retraités, les chômeurs, la jeunesse sont confrontés et malheureusement habitués. Les gouvernements, ce patronat, depuis des décennies méprisent l'ensemble des mouvements sociaux, qu'ils soient CGT, depuis longtemps, Gilets Jaunes récemment, et CGT-Gilets Jaunes maintenant.

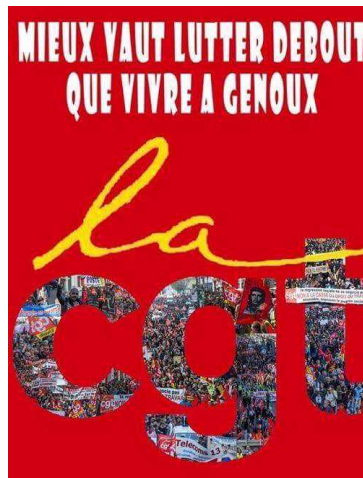
A quoi jouent-ils lorsque d'un côté on nous dit qu'il a augmenté le "pouvoir d'achat" et baissé les taxes et les impôts, et que de l'autre on nous affirme, la main sur le cœur, qu'il faut plus de compétitivité et moins de dépenses publiques ? La même partition, la même musique capitaliste.

La contestation sociale débutée depuis des dizaines d'années revêt actuellement un caractère particulier, entraînant avec elle des actions inédites, et des milliers de personnes qui n'avaient jamais senti la nécessité de se manifester et de manifester, ont mis un caillou dans la chaussure macronienne. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Le "Grand Débat", avec son simulacre de "démocratie participative", avec, comme impression, que chacun pourra s'exprimer, se faire porteur de l'intérêt général, n'est que la copie de ce qui se passe dans les entreprises, à savoir l'instauration du "dialogue social", cette machine institutionnelle qui ne sert qu'à faire valider aux organisations syndicales réformistes les régressions sociales.

Voilà à quoi vont servir les débats publics organisés dans les localités. Ces débats sont cadrés par la lettre de Macron aux Français et par le fait qu'il ne reviendra pas sur ce qu'il avait dit et écrit dans son programme présidentiel. La messe est dite, que cela vous convienne ou non.

Ce qui est sûr, c'est qu'il a décidé de satisfaire sa classe sociale au détriment de la nôtre : moins de service public, en finir avec le statut de fonctionnaire et de tous les statuts, code du travail compris, avec l'hôpital public, les communes, les salaires issus du travail, avec l'ISF (ça c'est fait), avec l'intérêt général et le bien commun. Il veut continuer d'appliquer les revendications patronales : moins de fonctionnaires et services publics, moins de dettes qu'ils ont eux-mêmes créées, plus de privatisations, plus d'individualisme, moins d'impôts et de taxes, moins de normes. C'est le président des riches et des possédants.



La première revendication portée sur les cahiers de doléance, dans les mairies du Cher comme au niveau national, concerne les salaires et les pensions. Dans ces cahiers, ce ne sont pas les camarades de la CGT ou les Gilets Jaunes qui s'expriment, ce sont des citoyens, des personnes qui vivent une réalité difficile par manque de valorisation de leur travail actuel ou passé, voire par leur manque de travail.

Selon l'Office Française des Conjonctures Economiques (OFCE) les ménages ont perdu 440€ entre 2008 et 2016 sans compter toutes les hausses sur les carburants, les énergies ou encore les produits alimentaires.

Il est donc urgent d'augmenter les salaires massivement, avec pour commencement, augmenter le SMIC sans qualification à 2.000 € brut, avec les cotisations sociales qui sont du salaire affecté à la Sécurité Sociale, aux retraites, à la famille, au chômage. Nous en avons besoin.

Il est impératif d'indexer les salaires sur les prix et de remettre en place l'échelle mobile des salaires, la reconnaissance des qualifications.

Les fonctionnaires sont des salariés comme les autres. Ils ont également le droit d'avoir des revalorisations de salaire en augmentant là-aussi le point d'indice.

Il faut redéfinir le calcul de l'impôt, les tranches pour que les plus aisés ne se substituent plus à leur devoir, et de rétablir de l'ISF.

Revoir impérativement non pas le taux de TVA mais bien le principe même de la TVA, taxe la plus injuste qui soit, ainsi que les taxes sur les énergies et les carburants qui sont des produits vitaux pour grand nombre d'entre nous, comme les produits alimentaires et de première nécessité.

Pour cela, il nous faut changer de modèle économique et sortir du capitalisme. On nous dira que ce n'est pas possible, qu'il n'existe pas d'autre modèle, que la concurrence libre et non faussée et la libre circulation des capitaux sont inévitables, etc, etc... Tout ça est faux et non fondé.

11 millions de chômeurs et de travailleurs précaires, des salaires en berne d'un côté et de l'autre 40 milliardaires qui pèsent 265 milliards d'euros. Comment le monde du travail peut-il

laisser faire ça ? Nous devons nous révolter et aller chercher ce qui nous revient, c'est-à-dire le tout.

Appuyons-nous sur ce qui se passe dans de nombreuses entreprises partout en France. Des salariés entament, avec la CGT principalement, des mouvements de grèves et de grèves reconductibles, et obtiennent satisfaction.

La lutte va être dure mais nous n'avons pas le choix. Nous sommes condamnés à réussir pour le progrès social et le changement de société, pour l'épanouissement des populations.

Nous devons être libres de choisir notre avenir.

Pour cela, seules la grève, la grève générale et l'occupation des moyens de production, de distribution, des administrations sont les moyens pour y arriver.

Bourges, le 11 Février 2019



REUNION PUBLIQUE

VENDREDI 15 FEVRIER 2019

à partir de 19 heures

Espace Nelson Mandela
2 rue Joliot Curie à ST-GERMAIN DU PUY